

Congrès de l'ABSP-CF.

Louvain. 25.IV.2008

Intervention de René Mouriaux

Science politique française et analyse des conflits sociaux après la deuxième guerre mondiale

« Toute la science politique n'a jamais consisté qu'à renvoyer à la classe dirigeante et à son personnel politique sa science spontanée de la politique »¹. La violence de la charge bourdieusienne s'explique par le contexte post-soixante-huitard, l'intensité des oppositions rencontrées par le sociologue et la rivalité entre disciplines. Elle ne manque pas de bien fondé mais sa faiblesse résulte de son globalisme facilité par une inattention à la complexité du réel. Pierre Bourdieu connaît et apprécie beaucoup Guy Michelat, excellent spécialiste du vote ouvrier, il ne l'évoque jamais quand il traite des « doxosophes ». La science politique, sans remonter à Aristote ou Machiavel, l'étude du pouvoir par Montesquieu, Rousseau, Tocqueville, Siegfried, Duverger, Lavau, ne se résume pas en une formalisation de l'expérience dirigeante et il ne faut pas oublier la critique marxiste qui se situe longtemps à l'extérieur de l'univers universitaire.

Dans le cas français, la discipline de la science politique se constitue lentement. De 1871 à 1912, l'Ecole libre des sciences politiques fondée avec l'appui d'Ernest Renan et d'Hippolyte Taine favorise un premier essor d'un savoir de l'Etat et des questions parlementaires². Le Tableau politique de la France de l'Ouest d'André Siegfried paru en 1913 couronne la phase initiale. De 1912 à 1936, selon l'expression de Gérard Vincent, le gouvernement d'Eichthal renferme l'Ecole dans un « grand silence blanc »³.

Après les secousses du Front Populaire et de l'Occupation, l'Ecole est transformée et donne naissance en 1945 à l'Institut d'études politiques de Paris et à la Fondation nationale des sciences politiques. La FNSP occupe une place centrale dans le développement de la discipline politologique⁴. Le mouvement social de 1968 provoque à la FNSP une puissante contestation chez les chercheurs qui consolide leur statut. La science politique se diversifie avec la création de Pouvoirs (1977) puis de Politix (1988). Sans battre en brèche la domination du libéralisme et du systémisme, une approche marxiste se fait jour et à partir de

¹ BOURDIEU (Pierre). Interventions. 1961-2001. Sciences sociales et action politique. Marseille, Agone, 2002, p.84.

² FAVRE (Pierre). Naissances de la science politique en France. 1870-1914. Paris, Fayard, 1989, 331 p.

³ VINCENT (Gérard). Science Po. Histoire d'une réussite, Paris, Olivier Orfran, 1957, pp 89-100.

⁴ « La science politique ». Revue de l'enseignement supérieur, n°4, octobre-décembre 1965, 277 p.

1978, le courant bourdieusien s'affirme. 1995 accuse la fracture du groupe des chercheurs entre libéraux et contestataires.

Dans le cadre général de cette rétrospective, comment les conflits sociaux sont-ils traités par la science politique française ? D'une manière constante, la discipline accorde une place réduite au social et une attention restreinte et suspicieuse à la grève. Les mouvements de 1968, 1986, 1995 bousculent le système d'endiguement du social. Le XXI^e siècle qui succède au « court XX^e siècle » commence par une intensification du combat contre une approche agonistique de la société et un début de recomposition de la conflictualité prise en compte par les derniers marxistes, les mouvementistes inspirés par Sidney Tarrow et Charles Tilly, les bourdieusiens.

I. D'une manière constante, la science politique française écarte les grèves de son champ

Ne s'imposant comme discipline autonome que dans les années 60, la science politique en France cohabite avec le droit (qui englobe encore l'économie), l'histoire, la sociologie. La grève est traitée par ces quatre disciplines, ce qui pourrait expliquer la négligence des politologues. Mais la division du travail intellectuel n'explique en l'occurrence pas grand-chose puisque la science politique est constituée par des juristes, des historiens et des littéraires.

L'objectif de former les élites politiques dont la nation a besoin pèse sur le choix des matières à enseigner et donc à étudier. La préoccupation utilitariste et les contraintes qu'elle implique sont médiatisées par une conception de la politique.

« Il y aurait une étude très intéressante à faire 'd'analyse de contenu' des programmes des cours de 1875 à 1965 pour caractériser l'évolution des enseignements et des préoccupations majeurs, depuis l'histoire constitutionnelle et parlementaire jusqu'aux problèmes de développement » notait Jacques Chapsal, directeur de l'IEP de Paris en 1965⁵. En l'absence de ce travail, il nous suffira d'indiquer les grandes tendances. Définie comme la science de l'Etat ou du pouvoir, la science politique traite, une fois passé le porche de la définition, du cadre théorique⁶ et des méthodes⁷, cinq grands domaines sont distingués : les institutions (nationales et internationales), les forces (partisanes, principalement), les valeurs (ou idées), les comportements, les politiques publiques.

Une telle architecture est perceptible dans l'Introduction à la science politique de Jean Meynaud, premier secrétaire général de la FNSP⁸, parue en 1959. Le Que sais-je de Marcel Prelot, La science politique (1^{ère} édition, 1961) repose sur le triptyque idées, institutions, facteurs. Le grand Traité de science politique de Georges Burdeau publié de 1966 à 1977 dilate les matières sans modifier l'architecture générale⁹. Madeleine Gravitz et Jean Leca avec

⁵ CHAPSAL (Jacques). « L'Institut d'Etudes Politiques de Paris », Revue de l'enseignement supérieur, octobre-décembre 1965, n°4, p.117.

⁶ MEYNAUD (Jean). Introduction à la science politique, Paris, Colin, coll. Cahiers de la FNSP, 1959, 369p.

⁷ Le premier manuel est du à Maurice Duverger.

⁸ Op.cit dans la note 6. Jean Touchard succèdera à Jean Meynaud, puis Serge Hurtig. Alain Lancelot supprime le poste et réduit la fonction à un « Directeur de la recherche » remplie par Jean-Luc Domenach puis Gérard Grunberg et finalement Bruno Latour. Depuis 1945 quatre directeurs de l'IEP ont accru l'importance de l'établissement, Jacques Chapsal, Michel Gentot, Alain Lancelot, Richard Descoing.

⁹ Chez LGDJ. t.1. Le pouvoir politique ; t.2. l'Etat ; t.3. La dynamique politique ; t.4. Le statut du pouvoir dans l'Etat ; t.5. Les régimes politiques ; t.6. l'Etat libéral et les techniques de la démocratie gouvernée ; t.7. La

leur quatre forts volumes d'un nouveau Traité de science politique (1984) restent dans les canons antérieurs¹⁰. La politique en France et en Europe dirigée par Pascal Perrineau et Luc Rouban (2007) prend en compte la construction européenne sans modifier les grandes « entrées » de la science politique¹¹.

Pareille stabilité plaide en faveur d'une spécificité de la discipline politologique. Elle comporte aussi une domination de la problématique libérale. Très justement, Gérard Vincent dont l'ouvrage néglige trop la place de la recherche, diagnostique l'hégémonie d'un « aronisme » de bon ton¹². Après la mort du sociologue-politologue, personne n'exerce une magistrature intellectuelle comparable dans le champ politologique. Evoquer les noms de François Furet, Marcel Gauchet, Jean-Claude Casanova, Pierre Rosanvallon (successeur de Pierre Bourdieu au Collège de France) indique l'éclatement du leadership intellectuel.

L'hégémonie de la pensée libérale entraîne un intérêt limité pour les syndicats et les conflits du travail. Les premiers sont inclus dans l'étude des groupes de pression¹³ puis des groupes d'intérêt¹⁴ en passant par le néo-corporatisme, théorie qui ne s'applique en France qu'au syndicalisme agricole¹⁵.

La théorie libérale pense la scission-unité de la société civile et de l'Etat comme une division naturelle et indépassable. L'intervention des groupes sociaux et des groupements auxquels ils donnent naissance est légitime à condition qu'elle vise à influencer le pouvoir, non à le modifier. L'idéal pour le syndicalisme, « organisation économique » par distinction du parti, « organisation politique »¹⁶ est l'apolitisme que proclame d'ailleurs le patronat¹⁷. Une telle vision conduit inévitablement à une sous-estimation de la grève, phénomène qui concerne salariés et salariés, sans rapport structurel avec les relations gouvernants-gouvernés et à une appréciation normative de leur politisation.

Le manuel La vie politique en France qui a inculqué les notions de base de la politologie à des milliers d'étudiants de l'IEP de Paris, composé par François Goguel, premier directeur du CEVIPOF et Alfred Grosser, premier directeur du troisième cycle de science politique de la FNSP¹⁸ comprend un chapitre V « Les groupes dans la vie publique », très représentatif de

démocratie gouvernée ; t.8. Les démocraties et les contraintes du nouvel âge ; t.9. Les techniques institutionnelles de la démocratie gouvernante ; t.10. La révolte des colonies.

¹⁰ PUF, t.1. La science politique, science sociale ; t.2. Les régimes politiques contemporains ; t.3. L'action politique ; t.4. Les politiques publiques.

¹¹ PERRINEAU (Pascal), ROUBAN (Luc) dir, La politique en France et en Europe. Paris, Sciences Po. Les Presses, 2007, 452 p.

¹² VINCENT (Gérard), Sciences po. Op.cit. p.223. Raymond Aron (1905-1983) a été le « patron » de Pierre Bourdieu.

¹³ Jean Meynaud en a été l'introducteur (ouvrages de 1958, 1962). Jean Basso a repris le flambeau (Que sais-je ? 1983).

¹⁴ OFFERLE (Michel). Sociologie des groupes d'intérêt. Paris, Montchrestien, coll. Clefs, 1994, 157p. Dans le volume dirigé par Pascal Perrineau et Luc Rouban, Emilio Grosman traite des groupes d'intérêt (chapitre VI).

¹⁵ « Le néocorporatisme : rupture et continuités » IHTP Bulletin trimestriel, septembre 1987, n)29 : 23-52. « Le néocorporatisme : rupture et continuités », IHTP Bulletin intérieur, décembre 1987, n°30 : 29-51.

¹⁶ MEYNAUD (Jean). Introduction à la science politique, op.cit. p.284.

¹⁷ PRELOT (Marcel). La science politique, Paris, PUF, coll. Que Sais-je ?, p.113.

¹⁸ Plus grand laboratoire de science politique en France, le CEVIPOF a été créé en 1961. Le troisième cycle de science politique de la FNSP a été rattaché à l'IEP de Paris après la réforme du 10 mai 1985 de ce dernier.

l'approche libérale. Les dix-huit pages dues au spécialiste de la IVe République posent les concepts de société structurée, de représentativité sociologique et mandataire, de champ et de moyens d'action. Elles distinguent action publique et action politique. Normalement, l'intervention syndicale relève de la première. « Un arrêt de travail destiné à obtenir de meilleures conditions d'hygiène et de sécurité dans une entreprise n'est assurément pas politique. Une grève dont le but avoué est de faire cesser la guerre d'Indochine est à coup sûr politique. Mais que de nuances entre ces deux extrêmes ! »¹⁹ Alfred Grosser relève que « l'interpénétration des domaines et des problèmes »²⁰ pousse à une publicisation des activités socio-professionnelles – la socialisation des rapports de travail dans un vocabulaire plus explicite. Mais « les avantages de la politisation qui l'accompagne sont compensés par de redoutables confusions »²¹. Et de condamner les grèves de 1947-1948, les grèves contre la guerre d'Algérie, les grèves du secteur public dont celles de 1964 qui a permis l'établissement du préavis dans les transports publics. L'opposition économique/politique ne tient pas. Les conditions d'hygiène et de sécurité réclament une bonne législation et pour son application, une inspection du travail vigoureuse. Fondamentalement, si le patronat maltraite son personnel, c'est bien pour augmenter la rentabilité par un rapport de classe que consolide le régime politique. Inversement, la guerre d'Indochine grève le budget national et favorise une production « improductive » d'armes et de munitions. Critiquer le fixisme des catégories grossériennes ne signifie pas pour autant que toutes les grèves contestées ont été opportunes et démocratiquement conduites.

II. L'impact des grandes mobilisations collectives, 1968, 1986, 1995.

Désintérêt et suspicion à l'égard des grèves caractérisent l'attitude des politologues français. L'ouvrage de François Goguel et Alfred Grosser ne comporte que des références sur le sujet provenant d'historiens (Antoine Prost, Val Lorvin) et de sociologues (Jean-Daniel Reynaud, François Sellier) oubliant de signaler les travaux de l'économiste Jean Marchal, pourtant bien connu à l'IEP de Paris (1943) ou de Joseph Lajugie (1946) et plus récemment, d'André Tiano (1958). Les Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques édités chez Armand Colin n'étudient pas directement le phénomène²² pas plus que la Revue française de science politique.

Le CEVIPOF s'ouvre aux études du syndicalisme. Gérard Adam publie sa thèse sur la CFTC en 1964. En 1966, deux chercheurs sont recrutés sur l'étude du militantisme à la CGT et à la CFDT, rémunérés sur des crédits du CORDES²³ consacrés à la mutation de la société française. Ils entreprennent l'observation directe de grèves, à la SNCF de Grenoble pour

¹⁹ GOGUEL (François), GROSSER (Alfred). La politique en France, Paris, Armand Colin, coll.U, 2^e ed., 1963, p.140.

²⁰ Id. p.143.

²¹ Id. p.143.

²² Les Presses de la FNSP s'émancipent d'Armand Colin après 1968. Les autres grands éditeurs de science politique sont les PUF, Dalloz.

²³ Le CORDES est un organisme de financement contractuel de la recherche qui a été mis en place dans les années 60 pour concurrencer le CNRS.

l'ouverture des Jeux Olympiques d'hiver en 1967²⁴ et à la Cellophane de Saint-Maurice du Beynost, à peine postérieure²⁵.

Le durcissement du patronat confronté aux conséquences de l'ouverture des frontières imposée par le Traité de Rome, la contre-réforme de la Sécurité sociale, la montée du chômage sous l'effet du plan de stabilisation, le changement des mentalités provoquent un bouillonnement. L'accord CGT-CFDT du 10 janvier 1966 stimule l'ardeur revendicative. Tous ces facteurs percutés par les maladresses du pouvoir face aux étudiants provoquent le mouvement social de Mai-Juin 1968.

« Les événements de Mai 68 », selon un euphémisme consacré, secouent l'IEP de Paris et la FNSP. Considérable, la secousse réanime les vieilles peurs – la CGT et le PCF prendront-ils les armes ? (question explicitement posée par Jean Touchard) et creuse un fossé entre générations. François Goguel est qualifié par un jeune chercheur, fils d'un ministre de de Gaulle, il est vrai, de « vieux con ». Le secrétaire général de la FNSP est meurtri par la revendication d'un statut des chercheurs, par le plaidoyer en faveur d'une politologie scientifique (quantitative) et non littéraire, par l'affleurement d'une problématique marxiste pour laquelle l'autonomie du politique, toute relative, est subordonnée à la dynamique des rapports de travail.

Conséquence de la crise soixante-huitarde, les élections de juin 1968 ne donnent pas lieu au traditionnel Cahier d'étude du scrutin. La grève est abordée lors d'une courte journée d'étude à la FNSP au cours de laquelle Jean-Claude Casanova déclare que le plan de stabilisation a été prolongé trop longtemps. Deux articles sur les grèves ont été rédigés par des politologues, l'un sur l'évaluation statistique²⁶, l'autre en collaboration avec une sociologue sur le conflit d'Usinor-Dunkerque²⁷. Jean Touchard et son étudiant Philippe Beneton, tentent une synthèse des interprétations de mai-juin 1968²⁸. Dans ce contexte, la grève accède au statut d'objet politologique²⁹ sans que ce point de vue devienne majoritaire et durable. Le manuel de Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier, au titre novateur, accorde une place importante aux différentes écoles, libéralisme, structuralisme, systémisme, fonctionnalisme, weberisme, marxisme. L'oeuvre de Karl Marx est traitée correctement mais aussi celle d'Antonio Gramsci et de Louis Althusser. Pierre Bourdieu est situé entre Weber et Marx. La position de Raymond Aron sur l'autonomie du politique est longuement commentée dans la troisième partie consacrée à la dynamique politique, après le système et les fonctions. En dépit d'une attention aux structures sociales et aux antagonismes provoqués par l'extension du

²⁴ CAPDEVIELLE (Jacques), MOURIAUX (René). Continuités et mutation dans le militantisme syndical français. Les militants de la CGT et de la CFDT. Paris, FNSP, 1968, pp 152-159.

²⁵ CAPDEVIELLE (Jacques), MOURIAUX (René). « Conflit social et immigration : le cas de la Cellophane », Projet, février 1968, n°22 : 170-178.

²⁶ ADAM (Gérard), « Etude statistique des grèves de mai-juin 1968 », Revue française de science politique, février 1970, n°1 : 105-123.

²⁷ MOURIAUX (Marie-Françoise et René). « Le mai des prolétaires à Usinor-Dunkerque », Politique aujourd'hui, février 1970 : 29-43.

²⁸ BENETON (Philippe), TOUCHARD (Jean), « Les interprétations de la crise de mai-juin 1968 », Revue française de science politique, juin 1970, n°3 :503-543.

²⁹ « La grève » in PARODI (Jean-Luc) dir, La politique, Paris, CEPL, 1970, pp.175-177.

capitalisme, l'ouvrage ignore la grève et traite classiquement les syndicats sous la notion des groupes de pression³⁰.

Les deux professeurs du département de Science politique de la Sorbonne font donc preuve d'une distanciation à l'égard de l'IEP de Paris où le marxisme est circonscrit à un cours, d'ailleurs de qualité, dispensé par Jean Bruhat et repris partiellement dans son Marx-Engels (UGE 10/18, 1971). La recherche à la FNSP manifeste plus d'audace. Jacques Capdevielle dirige une étude sur la grève du Joint Français sous un double angle, la solidarité financière dont elle a bénéficié et les conséquences électorales qu'elle a eues. Le sous-titre de l'ouvrage explicite son objet : « Les incidences politiques d'un conflit social »³¹. Dans une problématique fonctionnaliste très accusée, Bertrand Badie amplifie le questionnement en scrutant les processus de mobilisation et de conscientisation politique³². Pierre Kukawka, de l'IEP de Grenoble, entreprend une « radiographie de la lutte » conduite par les salariés stéphanois de Manufrance en interaction avec la municipalité communiste depuis 1977. Il privilégie la dimension de politique locale et de solidarité nationale sans questionner la relation entre participation à un conflit d'abord économique et l'ancrage à gauche³³.

La rupture de l'Union de la gauche en 1977, la détérioration de l'entente CGT-CFDT qui en résulte, la montée de la crise économique portent un coup à la critique sociale que le premier mandat présidentiel de François Mitterrand amplifie. Les grèves reculent. L'influence du marxisme dans la science politique décline, remplacée par celle de Pierre Bourdieu. Michel Dobry, professeur à Paris X-Nanterre et bourdieusien résolu, publie en 1986 Sociologie des crises politiques où 1968 prend place à la suite de 1934, 1947, 1958. Très nourri de littérature américaine, l'ouvrage alerte sur les illusions de l'étiologie, de l'histoire naturelle, de l'héroïsme, met en oeuvre des concepts incisifs comme conjoncture fluide, processus de délégitimation, régression vers les habitus³⁴. En revanche, la grève n'est pas traitée dans sa spécificité.

Le déclin proclamé des grèves résulte de la dégradation du rapport de force en défaveur des salariés. L'arrogance patronale et gouvernementale engendre une réaction contraire. Au CEVIPOF où la pensée critique continue de discuter les lieux communs³⁵, le mouvement social de 1986 est considéré avec attention et un Cahier traite de « l'approche politique de la grève en France (1966-1988) »³⁶. Le vingtième anniversaire de 1968 permet de revenir sur la portée de la grève générale³⁷.

³⁰ COT (Jean-Pierre), MOUNIER (Jean-Pierre). Pour une sociologie politique. Paris, Seuil, coll. Points, 1974, t1, 253 p ; t2, 190 p.

³¹ CAPDEVIELLE (Jacques), DUPOIRIER (Elisabeth), LORANT (Guy), La grève du Joint français. Paris, FNSP-Armand Colin, 1975, 166p.

³² BADIE (Bertrand). Stratégie de la grève. Paris, Presses FNSP, 1976, 280 p.

³³ KUKAWKA (Pierre). Manufrance. Radiologie d'une lutte. Paris, Editions sociales, 1980, 302 p. La bibliographie ne comporte aucune référence aux études de la grève.

³⁴ DOBRY (Michel). Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles. Paris, Presses FNSP, 1986, 319 p.

³⁵ MOURIAUX (René). « Etude de la politisation des grèves », Syndicalisme et politique. Paris, Editions ouvrières, 1985, pp.138-151.

³⁶ CAPDEVIELLE (Jacques), MOURIAUX (René) dir. Approche politique de la grève en France (1966-1988), Paris, Cahiers du CEVIPOF, 1988, 95 p.

³⁷ CAPDEVIELLE (Jacques), MOURIAUX (René). Mai 68. L'entre-deux de la modernité. Paris, Presses FNSP, 1988, 317 p. Le colloque CEVIPOF-CRH-MSS est édité chez l'Harmattan (2 vol.).

Le second septennat de François Mitterrand poursuit le mouvement de ralliement au libéralisme. Aux années de la crise tremblante (1976-1986) succèdent celles de la crise inégalement répartie (1986-1995). Des résistances à la dérégulation et au recul de la condition salariale se produisent sans se coaguler. La science politique, même la plus audacieuse, accorde une place congrue à l'étude des mobilisations. Jacques Lagroye leur consacre quinze pages sur 486 de son manuel, muettes sur la grève³⁸. La politologie n'abandonne pas totalement le chantier. En 1989, le conflit des impôts³⁹ et de Peugeot Sochaux⁴⁰ donnent lieu à des recherches insuffisamment considérées par la discipline.

Le mouvement social de 1995 divise la communauté scientifique et notamment la science politique. Deux appels d'intellectuels pour et contre la réforme Juppé et la lutte qu'elle provoque cristallisent les oppositions⁴¹. L'appel de la revue Esprit recueille les signatures de Roland Cayrol, Alfred Grosser, Pierre Hassner, Claude Lefort. L'appel Bourdieu impulsé par Jacques Kergoat est appuyé par Tony Andréani, Paul Bacot, Denis Barbet, René Mouriaux, Anne Muxel. L'évènement intensifie l'hostilité des libéraux au retour de « l'archaïsme ».

La séquence 1995-2007 d'opposition antilibérale aux contre-réformes assure une prise en compte politologique du conflit salarial. Le mouvement de 1995 est étudié⁴² mais aussi les conflits de Vilorde⁴³, des Finances⁴⁴ et de Cellatex⁴⁵. En revanche, l'ouvrage de Pascal Perrineau et de Luc Rouban sur la politique en France et en Europe (2007) consacre quelques lignes à la négociation mais aucune à la conflictualité⁴⁶.

III. Evolution de la problématique concernant les grèves.

Influencée par la marche même de la vie politique, la science politique française a été également marquée depuis 1968 par la pensée de l'école bourdieusienne et la diffusion de la problématique « mouvementiste ».

Depuis « Les Doxosophes » (1972), le contentieux est lourd entre Pierre Bourdieu et les politologues libéraux. L'adjectif « bourdivin » est forgé pour désigner par dérision les disciples du sociologue. Ceux-ci, fort nombreux en science politique, font preuve d'un esprit de conquête des postes et d'intolérance. Un homme aussi ouvert que Georges Lavau vouait

³⁸ LAGROYE (Jacques). Sociologie politique. Paris, Presses FNSP-Dalloz, 2^e ed. 1993, pp 294-309.

³⁹ SIWEK-POUYDESSEAU (Jeanne). « Syndicats et grèves aux finances ». Revue de l'IRES, 1991, n°25 :123-140.

⁴⁰ MATHIOT (Pierre), MOURIAUX (René). « Conflits en France depuis 1986 : le cas de Peugeot-Sochaux ». Paris, Cahiers du CEVIPOF, 1992, 121 p.

⁴¹ Reproduit in LE GOFF (Jean-Pierre), CAILLE (Alain). Le tournant de décembre. Paris, La Découverte, 1996, pp.157-163.

⁴² BEROU (Sophie), MOURIAUX (René) dir. Le souffle de décembre, Paris, Syllepse, 1997, 203 p. ; LENEVEU (Claude), VAKALOULIS (Michel). Faire mouvement. Novembre-décembre 1995. Paris, PUF, 1998, 315p.

⁴³ LAGNEAU (Eric), LEFEBURE (Pierre). La spirale de Vilorde. Médiatisation et politisation de la protestation. Paris, Cahiers du CEVIPOF, 1999, 200p. Signe de l'époque, le directeur du CEVIPOF refuse qu'une phrase de Marx tirée de Misère de la philosophie soit placée en exergue.

⁴⁴ BRIERE (Bernard) et al. Bras de fer à Bercy. Préface de René Mouriaux. Paris, Syllepse, 2001, 130p.

⁴⁵ BEROU (Sophie). Cellatex. Quand l'acide a coulé. Paris, Syllepse, 2001, 175p. Une Année sociale a existé de 1996 à 2003 avec pour ambition de suivre les modifications. Elle est morte de l'absence d'un secrétariat suffisant.

⁴⁶ Voir note 11.

une aversion profonde à l'égard des tenants de la déconstruction. S'il est possible de regretter chez Pierre Bourdieu un certain manque d'historicité, une approche « champiste » floue, une impasse sur l'exploitation économique⁴⁷, il convient de rendre justice à sa volonté de rupture épistémologique, à sa prise en compte de la domination et de sa dimension symbolique.

Dans l'étude des mobilisations, Daniel Gaxie a introduit en 1977 dans la Revue française de science politique (février) la problématique des rémunérations du militantisme, matérielles et symboliques. Les processus de conscientisation individuelle sont imbriqués dans les mobilisations collectives. « La politisation des mobilisations implique un travail d'organisation et d'interprétation »⁴⁸. Trois dimensions en interaction sont à prendre en compte, l'adoption de pratiques militantes, une structuration plus cohérente des convictions avec une distanciation accrue à l'égard des opinions dominantes dans le cas d'un ancrage à gauche, l'élargissement des objectifs existentiels⁴⁹. La politisation, terme apparu avec Alexandre Koyré dans son volume « Philosophie et problème national en Russie au début du XIXe siècle » (1923) est fréquemment connotée de manière péjorative et équivaut alors à dénaturer, manipulation. Pris positivement, le terme désigne le dévoilement de la réalité sociale, le caractère politique des rapports économiques.

Malheureusement, les politologues bourdieusiens en France n'ont pas étudié les grèves. Sans ignorer évidemment le phénomène, Isabelle Sommier porte son attention sur les « sans », sans-papiers, sans-travail, sans-logis et sur l'alter-mondialisme (Attac). Elle valorise Sud mais relève que ses « principales grèves mettent en avant l'attachement au service public »⁵⁰.

Le second apport qui contribue à enrichir l'analyse politologique de la grève provient de l'approche mouvementiste. Elle apparaît d'abord en sociologie, sous l'impulsion d'Alain Touraine⁵¹. Sa consolidation aux Etats-Unis, sous l'effet des travaux de Sidney Tarrow et de Charles Tilly se répercute dans le champ politologique, principalement de quatre manières. La première pourrait être qualifiée d'adjonctive. A l'étude traditionnelle des comportements politiques et du vote est ajouté un chapitre sur « les formes protestataires de la participation politique »⁵². Le dualisme traduit l'incapacité à envisager la politique comme rapport agonistique à la double face intégratrice et conflictuelle.

La seconde attitude consiste à adopter le modèle Tarrow-Tilly plus ou moins mâtiné. Olivier Fillieule incerne cette option qui a suscité des recherches sur les grèves des impôts, des infirmières⁵³.

⁴⁷ MOURIAUX (René). « Pierre Bourdieu, entre gourou et repoussoir. Un sociologue critique ». Liaison, août 2007, n°26 :25-31.

⁴⁸ LACROYE (Jacques). Sociologie politique. Op.cit. p.302.

⁴⁹ L'approche jaurésienne de la socialisation demeure stimulante. BRUMMERT (Ulrike). L'universel et le particulier dans la pensée de Jaurès. Toulouse, Université des sciences sociales, 1987, t1, 425p ; t2, 425-946p.

⁵⁰ SOMMIER (Isabelle). Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation. Paris, Flammarion, coll. Dominos, 2001, p.85. Franck Poupeau a étudié les grèves d'enseignants en Seine-Saint-Denis (Syllepse 2004) mais c'est un sociologue.

⁵¹ TOURAINE (Alain). « Les nouveaux conflits sociaux ». Sociologie du travail, n°1, 1975 : 1-17. Inscrire le féminisme dans les nouveaux mouvements sociaux (NMS) laisse rêveur.

⁵² MAYER (Nonna), PERRINEAU (Pascal). Les comportements politiques. Paris, Colin, coll. Cursus, 1992, 160p.

⁵³ FILLIEULE (Olivier). Sociologie de la protestation. Paris, l'Harmattan, 1993, 288 p

Une troisième possibilité consiste à pratiquer une appropriation critique dans le cadre d'un marxisme en mouvement. Elle reste minoritaire⁵⁴.

Enfin, une quatrième voie consiste à mixer analyse des grèves et celle des autres pratiques protestataires. Guy Groux s'est engagé sur ce chemin⁵⁵. Il a poursuivi son entreprise avec Jean-Marie Pernet dans un ouvrage qui inaugure la collection « Contester » aux Presses de Sciences Po⁵⁶.

L'étude des deux politologues, le premier du CEVIPOF, le second de l'IRES, fournit un exposé précis, dense et substantiel du phénomène gréviste, en quatre chapitres consacrés à l'expérience historique, à une mise en perspective théorique, à l'évaluation quantitative dans la période contemporaine et à un panorama des pratiques européennes. L'ouvrage reprend la thèse de l'historien Stéphane Sirot (2004) sur l'institutionnalisation du conflit salarial, discutée dans le volume dirigé par Jean-Michel Denis⁵⁷. L'encadrement juridique croissant de la cessation collective de travail – préavis, service minimum, referendum – est à distinguer de la routinisation. Les deux tendances sont bousculées par le caractère irruptif de la grève, perceptible aussi bien dans le conflit de Cellatex, déjà évoqué, que dans la conduite des Robins des Bois à EDF en 2004⁵⁸.

Une seconde thèse avancée par Guy Groux repose sur les analyses de Ralf Dahrendorf, traduites en 1972. Le marxisme est invalidé sur deux points. D'une part, la polarisation des classes n'a pas eu lieu. L'objection, déjà exprimée par Edouard Bernstein, appelle deux mises au point. La première revient à faire remarquer qu'une loi tendancielle chez Marx comporte toujours des contre-tendances. En second lieu, opposer l'état ultérieur des structures de classe à l'analyse opérée par Marx au cours du XIXe siècle effectue une confusion entre la logique hégélienne où le concept est censé s'autodéployer avec la démarche marxienne qui part du mouvement réel des choses pour le comprendre. La salarisation croissante des populations est avérée.

La pacification sociale que Ralf Dahrendorf diagnostique distancie le conflit social des enjeux politiques. Une telle vision provient de l'occultation de l'opposition systémique entre salariants et salariés, l'appropriation privée de la valeur ajoutée par le travail allant pour l'essentiel au capital. L'évolution du capitalisme globalisé a entraîné un recul du niveau des salaires et de la protection sociale, un accroissement vertigineux des inégalités. En revanche, il est tout à fait exact que sur la défensive, privés de partis porteurs de leurs intérêts, les vendeurs de leur force de travail recourent moins à l'arrêt de la production ou des services. D'autres formes d'action, déjà présentes antérieurement, sont davantage sollicitées, manifestations, sit-in, barrages de route. Si la mobilisation des « sans », des écologistes, des féministes, des altermondialistes possèdent leur spécificité, leur dynamique propre, elles se croisent à l'occasion avec les luttes salariales. Conclure que la grève n'est plus aussi centrale au sein de la conflictualité contemporaine prend donc en compte des aspects phénoménaux

⁵⁴ BEROUD (Sophie), MOURIAUX (René), VAKALLOULIS (Michel). Le mouvement social en France. Essai de sociologie politique. Paris, la Dispute, 1998, 223 p. L'ouvrage fournit un tableau synthétique des différentes approches des mouvements sociaux.

⁵⁵ GROUX (Guy). Le conflit en mouvement. Paris, Hachette, 1996, 144p. GROUX (Guy). Vers un renouveau du conflit social ? Paris, Bayard Edition, 1998, 248p

⁵⁶ GROUX (Guy), PERNOT (Jean-Marie). La grève. Paris, Presses de Sciences Po, coll. Contester, 2008, 149p

⁵⁷ DENIS (Jean-Michel). Le conflit en grève ? Tendances et perspectives de la conflictualité contemporaine. Paris, la Dispute, 2005, p.128.

⁵⁸ BEROUD (Sophie), Les Robins des Bois de l'Étincelle. Paris, le Cherche-Midi, 2005, 182p.

importants. L'arrêt du travail qui bloque la mise en valeur du capital n'en demeure pas moins un moyen d'action qui a conservé toute sa « frontalité ».

Remarque finale

En raison de sa brièveté, l'analyse qui vient d'être effectuée appelle précisions et approfondissement. La démarche critique qui l'inspire repose sur une connaissance presque exhaustive de la politologie française sur le sujet et des observations constantes du milieu scientifique de 1966 à 2008. A l'image d'une société clivée, la science politique est divisée en courants contraires. La stigmatisation de Pierre Bourdieu à partir de 1995 résulte de son explicitation des oppositions socio-politiques et des antagonismes théoriques.

René Mouriaux

Docteur d'Etat en Science Politique